

MICHAËL PRAZAN

UNE HISTOIRE DU
TERRORISME

Enquête
sur une guerre
sans fin

Extrait de la publication

Flammarion
ENQUÊTE

UNE HISTOIRE DU TERRORISME

Flammarion
ENQUÊTE

Véritable contre-histoire des soixante dernières années, ce livre donne pour la première fois la parole aux terroristes et à ceux qui les ont traqués.

Du fondateur des Black Panthers à l'un des chefs du Hamas, en passant par le compagnon de route de Carlos, cette enquête révèle les coulisses du terrorisme moderne depuis ses origines, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à la mort d'Oussama ben Laden.

À travers des entretiens menés dans le monde entier, elle dévoile les passerelles insoupçonnées qui unissent des organisations, en apparence isolées. Elle met aussi en lumière les filiations qui démontrent que le phénomène n'est pas près de s'arrêter.

Documentariste et docteur en lettres, Michaël Prazan est l'auteur de nombreux ouvrages d'enquête, dont Les Fanatiques: Histoire de l'Armée rouge japonaise (Seuil, 2002), Pierre Goldman, le frère de l'ombre (Seuil, 2005) et Einsatzgruppen, les commandos de la mort (Seuil, 2010).

Une histoire du terrorisme

DU MÊME AUTEUR

Une tradition de la haine. Figures autour de l'extrême droite, éditions Paris-Méditerranée, essai, 1999

La Maladie n° 9, Berg International éditions, 2001

Les Fanatiques. Histoire de l'Armée rouge japonaise, éditions du Seuil, 2002

L'Écriture génocidaire ; l'antisémitisme en style et en discours, Calmann-Lévy, 2005

Pierre Goldman, le Frère de l'ombre, éditions du Seuil, 2005

Roger Garaudy ; itinéraire d'une négation, avec Adrien Minard, Calmann-Lévy, essai, 2007

La Maîtresse de Charles Baudelaire (roman), Plon, 2007

Le Massacre de Nankin, entre mémoire et oubli, Denoël, 2007

Einsatzgruppen, éditions du Seuil, 2010

Michaël PRAZAN

Une histoire du terrorisme

Avec la collaboration de Christiane Ratiney

Flammarion

Ouvrage dirigé par Roman Perrusset

© Flammarion, 2012
ISBN : 978-2-0812-8142-4

AVERTISSEMENT

Le terrorisme a une histoire. Pour en faire le récit, ce livre donnera la parole à ses acteurs : anciens terroristes, juges, avocats et enquêteurs. Il mettra en évidence les influences idéologiques, les liens entre les différentes organisations et les échanges de savoir-faire.

INTRODUCTION

11 septembre 2001. À 9 h 03, un Boeing de la United Airlines transportant 56 passagers, 9 membres d'équipage et 5 terroristes saoudiens est précipité sur la tour Sud du World Trade Center, au cœur de New York. Quelques minutes auparavant, un premier avion de ligne avait percuté la tour Nord. À Washington, centre du gouvernement fédéral, un troisième avion se pulvérise sur une aile du Pentagone pendant qu'un quatrième s'écrase dans une plaine de Pennsylvanie. Chacun connaît la suite. Rares sont ceux qui n'y ont pas assisté, par le biais des retransmissions en direct sur les chaînes de télévision du monde entier. Aucun qui ne se souvienne où il se trouvait ni ce qu'il faisait quand cela s'est produit.

Le 11-Septembre demeurera l'acte inaugural du second millénaire. Les mots « attentats simultanés », « attentats kamikazes », « hyperterrorisme », prononcés dans la foulée des attaques terroristes, ne viennent pas de nulle part. Ils sont l'aboutissement d'un récit dont le fil ténu, suivi année après année, décennie après décennie, et qui traverse trois grands mouvements comme autant de mutations successives, trace une contre-histoire du XX^e siècle. Une histoire du terrorisme.

Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau. Des zélotes de l'Antiquité aux haschichin du Moyen Âge, sans compter les anarchistes du XIX^e siècle ou les cagouleurs du début XX^e, de nombreux précédents ont émaillé l'histoire de l'humanité ; de petits groupes clandestins guidés par une idéologie, servis par une

économie de moyens, menant une guerre asymétrique contre un État. C'est une stratégie particulière de la violence qui consiste à défier le pouvoir en perpétrant des actes considérés par la société comme criminels (assassinats, enlèvements, attaques à main armée, etc.). Cette définition, qui s'applique à tout mouvement ayant recours au terrorisme, sans juger du bien-fondé de son action, de l'idéologie qui le motive, ou de la légitimité du pouvoir qu'il conteste, a été réorientée par la guerre contre le nazisme. Car, à partir de la Seconde Guerre mondiale, s'ajoute à cette définition une dimension morale. L'intention qui sous-tend la violence politique, les cibles qu'elle se choisit deviennent des critères discriminants, ceux qui permettent de distinguer la résistance du terrorisme. Dès lors, la ligne de démarcation, qui sépare l'action terroriste d'une opération de résistance, sera la question du civil.

La question des civils

La Seconde Guerre mondiale marque une rupture. Sur le front de l'Est, à Auschwitz, Dresde ou Hiroshima, les civils ont été pris pour cible. Pour la première fois, une guerre conventionnelle a fait plus de victimes civiles que militaires. À partir de 1941 et de l'invasion de l'Union soviétique par le III^e Reich, les *Einsatzgruppen*, les commandos mobiles de tuerie, exécutent les populations juives dans le sillage de la Wehrmacht sur un territoire qui s'étend de la mer Noire à la Baltique, transformant le front de l'Est en un charnier continental. La conférence de Wannsee de janvier 1942, qui examine les modalités de la Solution finale – l'extermination de tous les Juifs d'Europe –, aboutira à l'assassinat industriel des Juifs occidentaux dans les camps de la mort. Six millions de Juifs, pratiquement tous civils, ont été exterminés quand s'achève le conflit, soit environ 40 % de la population juive d'Europe. À mesure que la fin de la guerre approche, les massacres, par représailles ou pour l'exemple, se multiplient au front. La 2^e SS Panzer division « Das Reich », qui après avoir combattu en Biélorussie est basculée sur le front occidental, en Normandie où les Alliés viennent de débarquer, jalonne sa route d'exécutions sommaires qui

Introduction

rappellent les massacres de masse perpétrés sur le front de l'Est. La division « Das Reich », qui soutenait les opérations des commandos mobiles de tuerie du Groupe B, avait activement participé à l'extermination des Juifs de la région de Minsk¹. À Tulle, le 9 juin 1944, 99 hommes sont pendus par les hommes de cette unité. Le lendemain, ce sont les 642 habitants d'Oradour-sur-Glane, hommes, femmes, enfants qui sont fusillés ou brûlés vifs dans l'église du village.

Pour l'historien Denis Peschanski, « le but de ces massacres est de punir les populations locales de l'aide potentielle qu'elles apportaient à la Résistance² ». Punir les populations parce qu'elles sont supposées soutenir un camp plutôt qu'un autre, ou parce qu'elles sont simplement embrigadées dans la vision du monde raciste et nécessairement conflictuelle de l'idéologie hitlérienne, est la principale raison du meurtre des civils, considérés comme les supplétifs d'une armée en guerre.

De ce point de vue, les Alliés, en bombardant Berlin, Dresde, Tokyo ou Hiroshima, ne sont pas en reste. Le 9 août 1945, en milieu de matinée, le B-52 américain *Bockscar* largue une bombe atomique au-dessus de la ville industrielle de Nagasaki, au Japon – dernier pays de l'Axe encore en guerre après la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945. Le bombardement de la ville japonaise, qui intervient trois jours après l'utilisation de la première bombe atomique sur Hiroshima fait, selon le département américain à l'Énergie, 110 000 victimes. Le 15 août, l'empereur japonais Hiro Hito s'adresse à la nation pour annoncer la capitulation, seul moyen pour préserver la population japonaise de cette « bombe nouvelle d'une extrême cruauté, dont la capacité de destruction est incalculable et décime bien des vies innocentes » : « Si nous continuions à combattre, cela entraînerait non seulement l'effondrement et l'anéantissement de la nation japonaise, mais encore l'extinction complète de la civilisation humaine. » La reddition est officiellement signée le 2 septembre 1945.

1. Voir Michaël Prazan, *Einsatzgruppen*, Seuil, 2010.

2. Entretien avec l'auteur le 26 mai 2010.

Les populations civiles sont entrées dans le champ de la guerre. Elles en deviennent le nouveau centre de gravité¹. Puisque, volontairement ou non, elles ont participé à l'effort de guerre, puisqu'elles ont été au centre des enjeux de la propagande et de la guerre psychologique, elles en ont payé le prix. En conséquence, les lois qui régissaient les conflits armés ont volé en éclats, laissant le champ libre au développement de guerres asymétriques qui ne se préoccupent plus de règles édictées à Genève ou ailleurs. Des règles qui ont été discréditées et désavouées par toutes les forces en présence durant le conflit mondial. Viser les civils devient au contraire l'arme privilégiée de la terreur. Une arme à double détente qui permet autant de médiatiser une cause que de faire pression sur le pouvoir. À partir du second conflit mondial, les civils sont le facteur dominant qui définit l'acte terroriste.

Il y a nécessairement une logique génocidaire à l'œuvre dans le fait de viser des civils. Non pas dans l'intention d'exterminer une nation entière, mais dans cette opération intellectuelle qui consiste à transformer des individus en une idée, en un symbole, au même titre qu'un bâtiment public que l'on détruit pour ce qu'il est ou ce qu'il représente. Déshumanisé, chosifié, l'individu se trouve réduit à une figure symbolique. L'Américain Abdallah Schleifer, qui s'était lié d'amitié au Caire avec Ayman al-Zawahiri, l'actuel numéro 1 d'Al-Qaïda, et qui, dans le courant des années 1970, l'a vu basculer dans l'islam le plus radical, rapporte avoir compris qu'il était « passé ailleurs² », quand il a constaté qu'il ne voyait désormais le monde qu'à travers le prisme de son idéologie. Dès lors que Zawahiri aura cessé de s'adresser à lui en tant qu'individu, il le percevra comme le représentant symbolique d'une foule innombrable et abstraite qui, dans son esprit, se nomme « l'Amérique » ou « les Américains ». Et peu importe que Schleifer soit un opposant de l'intérieur à la politique américaine ou qu'il se soit converti à l'islam, il n'est, pour le Frère musulman égyptien, que l'avatar ou la représentation d'un ennemi mortel, qu'il faut pour cette raison faire disparaître.

1. Gérard Chaliand et Arnaud Blin, *Histoire du terrorisme : de l'Antiquité à Al-Qaïda*, Bayard, 2004, p. 245.

2. Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

Introduction

C'est cette même filiation avec la logique ayant prévalu au cours des grands massacres de masse perpétrés par les nazis sur le front de l'Est que l'un de mes intervenants a voulu mettre en évidence au lendemain des attentats du 11-Septembre. Marc Sageman, né français de parents juifs rescapés de la Shoah, docteur en psychologie, ancien agent de la CIA au Pakistan durant la guerre d'Afghanistan, a cherché à comprendre ce qui motive les terroristes d'Al-Qaida par des entretiens et l'analyse des témoignages qu'ils ont donnés au cours de leurs procès. Il a dépouillé et decrypté 400 témoignages de membres d'Al-Qaida, pour la plupart emprisonnés à la suite des attentats qu'ils ont commis, ou pour leur engagement dans la mouvance jihadiste.

« D'un point de vue personnel, observe-t-il, puisque j'avais été chargé de gérer une partie de la guerre contre les Soviétiques, que j'avais formé des Afghans, je me suis demandé de quelle manière j'avais été impliqué dans la tragédie qui est survenue le 11 septembre 2001. Ce qui m'a poussé à aller y voir de plus près, c'était cette question qui me taraudait, à savoir : qui sont les gens qui ont commis cela ? Quand j'ai commencé l'analyse des entretiens, j'enseignais à l'université. Je faisais un cours sur les auteurs de l'Holocauste, en particulier sur les *Einsatzgruppen*, ces gens qui ont pu tuer en masse tant d'autres personnes à bout portant. Comment avaient-ils pu faire cela ? Que se passait-il dans leur tête ? Quelles étaient leurs motivations ? Cela a toujours été pour moi l'objet d'un terrible mystère et j'ai cherché à le percer. J'ai eu l'intuition que la dynamique de groupe qui avait conduit les auteurs de l'Holocauste à faire ce qu'ils avaient fait était probablement très similaire à celle qui a motivé les kamikazes du 11-Septembre.

« L'échantillon à partir duquel j'ai travaillé, ces 400 jihadistes aussi représentatifs que possible (excluant les Palestiniens, les Tchétchènes et plus généralement les individus impliqués dans des luttes civiles sur leur propre sol national), montre que la plupart de ceux qui revendiquent une affiliation à Al-Qaida sont en fait divisés en quatre groupes. Il y a le groupe central de l'organisation, celui des dirigeants historiques, dont la plupart sont des Égyptiens. Les autres groupes se caractérisent par une très forte cohérence, mais ont très peu de liens entre eux. Les trois groupes majeurs sont

les Maghrébins (moins bien formés et moins religieux que les deux suivants), les Arabes et les Asiatiques du Sud-Est. Les clichés théoriques concernant le terrorisme évoquent souvent la pauvreté, la jeunesse, la naïveté, l'absence de formation et d'éducation, ainsi que le fanatisme religieux. Mes enquêtes ont révélé que la plupart de ces gens appartiennent aux classes moyennes ou aisées, à l'exception des Maghrébins, qui sont essentiellement issus de la seconde génération d'immigrés en France. Leur âge moyen est de 25 ans. En observant les données qui ont émergé grâce aux poursuites judiciaires menées contre eux, j'ai constaté qu'ils étaient vraiment des gens très ordinaires. Presque n'importe qui peut devenir terroriste. »

« C'est cette même révélation qui avait frappé l'historien Christopher Browning dans les années 1990. Il avait travaillé sur les témoignages d'un bataillon d'extermination sur le front de l'Est, le bataillon 101, dont l'étude historique a été publiée sous le titre *Des hommes ordinaires*¹. Browning a utilisé la même méthodologie : des entretiens sous forme de transcriptions du procès d'un groupe de personnes ayant indistinctement tué les Juifs pendant la guerre. Un groupe d'environ 500 personnes, composé de policiers de réserve, peu idéologisés, plus vieux que les membres des *Einsatzgruppen*. Il a montré que ces 500 hommes ont été capables de tuer 86 000 personnes en l'espace d'une année. Cela montre que, pour peu que les circonstances s'y prêtent, n'importe qui peut tuer². »

Selon Marc Sageman, la question des attentats kamikazes n'est pas une spécificité des jihadistes d'Al-Qaïda ou du Hezbollah, mais un marqueur du terrorisme, toute idéologie et toute période confondues, qu'il y ait ou non passage à l'acte : « Les terroristes souhaitent véritablement sacrifier leur vie au nom d'une cause qui les dépasse. Il faut souligner que le sacrifice n'a rien à voir avec le fait de se suicider. Dans la plupart des cas, qu'ils commettent ou non des attentats suicides, ils sont prêts à le faire. C'est pour eux le sens extrême de leur dévouement à la cause et à l'organisation.

1. Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires*, Les Belles Lettres, 2002.

2. Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

Introduction

Cela vaut pour presque tous les terroristes, que ce soient les anarchistes du XIX^e siècle, les anticolonialistes du milieu du XX^e siècle, les gauchistes de la fin du XX^e siècle et les islamistes d'aujourd'hui. Tous sont animés par un même sentiment de sacrifice, du don de soi. C'est la poursuite d'une même logique qui a véritablement commencé il y a 150 ans. Les anarchistes d'il y a 130 ans avaient presque tous été à l'université, et beaucoup d'entre eux ont écrit des journaux intimes qui sont maintenant disponibles, avec l'ouverture des archives en Europe orientale et en Russie. Si vous lisez leurs journaux, vous vous rendrez compte qu'ils évoquent tous le sacrifice de soi. Ils étaient très pessimistes sur l'issue de leur destin personnel. Ils savaient qu'il leur faudrait mourir ou être envoyés en Sibérie. Et c'était vraiment leur sacrifice qui donnait un sens extraordinaire à leur existence. »

Terrorisme et Résistance

Le second phénomène issu de la Seconde Guerre mondiale, et dont se réclament toutes les organisations qui recourent au terrorisme, c'est l'exemple emblématique, indépassable des résistances, particulièrement de la Résistance française. Pendant l'Occupation, face à la politique des gouvernements de collaboration, face à l'injustice, aux exactions et aux déportations, de petits groupes se forment qui refusent le nouvel ordre nazi.

La Résistance prendra des formes multiples, de la participation aux manifestations interdites le 11 novembre pour commémorer la victoire sur les Allemands en 1918, à la publication de journaux clandestins, en passant par la mise en place de réseaux de renseignement à destination des Alliés ou des gouvernements européens en exil à Londres, l'organisation de caches pour soustraire les Juifs et les résistants à la Gestapo et à la milice, le sabotage de convois ferroviaires, le plasticage d'usines réquisitionnées par les Allemands, ou encore l'exécution de soldats allemands et de collaborateurs. La Résistance fut autant civile qu'armée.

« La Résistance est au départ portée par des individus et non par des institutions comme l'armée, l'Église ou les syndicats, précise l'historien Olivier Wieviorka. Elle suivait deux logiques distinctes ;

d'une part, une logique de témoignage pour éviter que la France ne soit corrompue par le nazisme, et d'autre part, une logique de soutien aux Alliés dans la guerre, à travers le renseignement et les filières d'évasion qui parcourent l'Europe, des Pays-Bas à l'Espagne¹. »

C'est un combat à la fois symbolique, au vu de la disproportion des forces en présence, et psychologique, qui a notamment révélé son efficacité en Biélorussie, où le harcèlement constant de l'ennemi a fini par affecter le moral et la détermination des occupants, permettant la reconquête des armées soviétiques. Winston Churchill, le Premier ministre britannique, avait bien compris que cette guerre non conventionnelle, menée d'abord sans véritable coordination, serait un symbole autant qu'elle ouvrirait une brèche stratégique : faire en sorte que l'occupant ne se sente en sécurité nulle part en territoire conquis.

Le Special Operation Executive (SOE), créé dès juillet 1940, fournit le financement, des armes et des instructeurs aux groupes de résistance qui se constituent en Europe occupée. Les agents du SOE sont parachutés dans les pays sous occupation allemande pour soutenir logistiquement les résistants sur place ou mener des opérations de plasticage contre les usines d'eau lourde en Norvège, ou ralentir la progression des troupes allemandes en faisant sauter les ponts ferroviaires, comme celui de Gorgopotamos en Grèce. Avec la rupture du pacte germano-soviétique et l'invasion de l'Union soviétique par le III^e Reich, les partis communistes clandestins entrent en résistance contre les nazis, multipliant les actions armées qui visent directement les troupes d'occupation.

Le premier attentat de la Résistance française a lieu à Paris, le 21 mai 1941, alors même que 5 000 prisonniers juifs sont conduits au camp de Drancy, inauguré la veille. Le résistant communiste Pierre Georges, qui dirigera plus tard un maquis FTP (Francs-tireurs et partisans) en Franche-Comté sous le nom de Colonel Fabien, abat de deux balles dans la tête un soldat allemand au métro Barbès.

1. Entretien avec l'auteur le 21 juin 2010.

Introduction

Pour Denis Peschanski, « il s'agissait de frapper le symbole¹ ».

« Montrer que la France n'était plus un sanctuaire pour les forces d'occupation allemandes² », renchérit Olivier Wieviorka.

Si ces assassinats ciblés n'ont jamais menacé la sécurité des troupes d'occupation – l'attentat le plus meurtrier de la Résistance française à Paris, le 5 août 1942, ne fera que huit morts³ –, leur impact psychologique est mesurable à l'ampleur des représailles menées par les Allemands. Pour Denis Peschanski, la terreur s'exerce par contrecoup, dans les punitions collectives que font subir les Allemands à la population civile : « Les Allemands réagissent en exécutant des otages pris parmi les civils ou dans les camps d'internement, c'est-à-dire des personnes qui n'ont rien à voir avec les attentats commis par la Résistance. Ce n'est pas le fait de tuer un Allemand qui est un acte terroriste, ce sont les représailles qui sont immédiatement décidées sur ordre des forces d'occupation. »

Par ricochet, les résistants cherchent à « montrer le vrai visage de l'occupant, à saper le soutien que peut lui apporter la population française et l'inciter à rejoindre la Résistance. Il est clair que les représailles allemandes ont contribué à agrandir le fossé entre les occupants et les occupés⁴ ». D'autant que les groupes armés, communistes dans un premier temps, choisissent leurs cibles pour ne pas se couper de la population.

En 1943, alors que la plupart des mouvements résistants sont démantelés par la Gestapo et la police française, le groupe le plus actif à Paris, celui des Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI), a pour consigne de ne cibler que les Allemands : « Il s'agit de mener la lutte armée en liquidant un

1. Entretien avec l'auteur le 26 mai 2010.

2. Entretien avec l'auteur le 21 juin 2010.

3. Un groupe des FTP-MOI (Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée) attaquent à la grenade un groupe de soldats de la Luftwaffe qui s'entraînaient au stade Jean-Bouin ; Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, *Liquider les traîtres, la face cachée du PCF*, Robert Laffont, 2007, p. 149-150.

4. Citation d'Olivier Wieviorka extraite d'une communication pour le site de France 5 sur l'assassinat d'Alfons Moser par le colonel Fabien. Disponible sur www.curiosphere.tv/video-documentaire

maximum d'Allemands, mais surtout d'éviter les victimes françaises, y compris parmi les collaborateurs¹. »

Leurs motivations sont politiques : ils ne veulent pas donner l'image de ces « métèques étrangers », « terroristes » (pour la plupart, ce sont des Juifs d'Europe centrale et orientale), comme les qualifie Vichy, en tuant des Français, civils innocents ou partisans de la collaboration. D'autres groupes de la résistance communiste seront chargés d'abattre les collaborateurs. « Cela illustre bien l'obsession des groupes résistants de ne pas s'isoler de leur base. Les mouvements résistants chercheront toujours à s'ancrer dans la société, à ne pas se couper d'elle². » Pour ces mêmes raisons, la direction des Mouvements unis de résistance qui regroupe, à partir de janvier 1943, les principaux mouvements de résistance non communiste en zone Sud, rejettera le projet de Charles Gonard, qui coordonne depuis Marseille les actions armées, les sabotages ferroviaires et les exécutions de traîtres. Ce dernier avait proposé de faire sauter un pont stratégique de la région de Menton. Le projet sera abandonné pour éviter que les représailles allemandes ne provoquent l'hostilité de la population contre eux.

Le cadre politique dans lequel est perpétré un attentat n'est pas indifférent à ce qui le définit en tant qu'acte de terrorisme ou de résistance. On peut toujours mettre en question ce qu'est la démocratie et ce que sont les libertés. Je peux, comme Action directe ou les Brigades rouges, décréter que ma société, celle dans laquelle je vis, n'est pas démocratique. Il me sera facile d'argumenter en ce sens pour justifier le passage à l'acte violent. Même si, comme le souligne Olivier Wieviorka, la Résistance évite absolument de faire des victimes civiles – quand le succès d'une opération terroriste est caractérisé par le plus grand nombre possible de victimes civiles –, il faut préciser que les moyens, les tactiques, les forces et les pratiques sont presque identiques. Ce sont ceux de toute guerre asymétrique, quels que soient les buts visés.

« Le fait d'utiliser l'opinion publique comme une caisse de résonance, de miser sur l'impact psychologique dans le cadre d'un

1. Entretien de Denis Peshanski avec l'auteur le 26 mai 2010.

2. *Ibid.*

Introduction

combat asymétrique, de considérer qu'on peut mener un combat du faible au fort caractérise autant le terrorisme que la Résistance, ajoute Olivier Wieviorka. Mais la comparaison s'arrête là. Les buts recherchés ne sont pas les mêmes : les résistants voulaient lutter contre le nazisme et libérer leur pays¹. »

La recherche de la justice, de la morale, n'est pas du même ordre que celle qui veut imposer une dictature ou sa domination. C'est ainsi que l'emploi du mot « terrorisme », utilisé par un pouvoir despotique, autoritaire ou dictatorial qui cherche à discréditer une opposition armée, ne saurait revêtir un caractère objectif. La propagande allemande ou le gouvernement de Vichy présentent invariablement les résistants comme des criminels. Dans son discours du 28 mai 1944, le maréchal Pétain, qui dénonce les actions de la Résistance, assimile les partisans à une « pègre politique », les qualifiant de « terroristes ». Comme me le dira l'historienne américaine Martha Crenshaw², le mot « terroriste » est ici instrumentalisé par le pouvoir pour discréditer une opposition, qu'elle soit armée ou non (cela dépend des circonstances et des époques, comme nous le verrons), et justifier sa répression contre elle.

Avec la défaite du III^e Reich et la libération de l'Europe, la figure du résistant devient incontournable. Le général de Gaulle peut imposer la France parmi les vainqueurs de la guerre et reconstruire un imaginaire national autour de la centralité de la Résistance ; les résistants s'ajoutant par leur héroïsme aux grandes figures antécédentes du roman national. Qui dit résistant dit légitimité, droit, liberté ou libération. Ce sont les connotations induites par son utilisation ou sa revendication. C'est ainsi que tous les terroristes en activité que j'ai pu rencontrer, à de très rares exceptions, se qualifient eux-mêmes de résistants ou de « combattants de la liberté », et qu'ils rejettent l'appellation jugée péjorative de « terroriste ». Car se qualifier de résistant, c'est valider de manière performative la légitimité de la cause et des buts poursuivis, permettant aussi de passer sous le tapis les moyens et les cibles,

1. Entretien avec l'auteur le 21 juin 2010.

2. Entretien avec l'auteur le 26 juillet 2010.

qui les placent en réalité de l'autre côté de la frontière distinguant la Résistance du terrorisme. Ce qu'ils veulent en réalité imposer – la « leçon », à les croire, qu'ils ont retenue de la Résistance –, c'est que si la chose est juste – de leur point de vue, elle l'est nécessairement –, alors tous les moyens sont bons.

Pourquoi cette histoire du terrorisme ?

Ce que j'ai voulu montrer dans ce livre, et ce que j'espère fait l'originalité de son propos, c'est l'unicité du phénomène depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Qu'il soit le fait de groupes indépendantistes se libérant du joug colonial, de groupes cherchant à accéder à un idéal tel que la « révolution mondiale » ou le « califat mondial », ou d'autres qui, en de multiples endroits du globe, le pratiquent pour diverses raisons, le terrorisme n'est pas une addition de mouvements et d'organisations sans rapport les uns avec les autres. Non seulement ils communiquent entre eux d'une manière ou d'une autre, via des passerelles logistiques, idéologiques, opérationnelles, de financement ou de simple opportunité, mais le phénomène se développe et se transforme au gré de leurs échanges. Ce sont sur ces filiations, ces transferts idéologiques ou de savoir-faire que ce livre met l'accent.

Si le Fatah tire son nom de l'exemple du nationalisme algérien, le Front de libération nationale (FLN) s'était approprié en son temps des mots de la Résistance française, au sein de laquelle nombre de ses leaders avaient combattu. Les attentats suicides ou kamikazes, qui sont la marque de fabrique des jihadistes d'Al-Qaida, leur ont été suggérés par le Hezbollah libanais. Une technique que les Pasdaran iraniens leur avaient enseignée pendant le conflit Iran-Irak. Dans le cas des attentats palestiniens du même type, si toutes ces influences ont joué, les terroristes ont aussi été impressionnés par l'attentat du 30 mai 1972, à l'aéroport de Lod-Tel-Aviv, perpétré en leur nom par l'Armée rouge japonaise, un groupe internationaliste très proche dans sa conception et son idéologie des Cellules révolutionnaires ou de la Fraction Armée rouge ouest-allemandes. Si j'ai divisé le livre en trois grandes parties, trois actes d'un même drame, chacun ayant son unité et sa

Une histoire du terrorisme

8. La « Guerre contre le terrorisme »	495
<i>Liberté immuable, 496 – L'invasion de l'Irak, 498 – Le Patriot Act, 502 – La fin de Ben Laden, 508 – La menace iranienne, 514</i>	
<i>Liste des entretiens</i>	517

Composition et mise en page



N°édition : L.01ELKN000362.N001
Dépôt légal : janvier 2012